

[Text]

government has access to the largest chunk of money for the development of that resource. One says, you can develop my resource if you spend the money my way. And the feds are saying, you can spend the money on your resource if you do it my way. Instead of co-operation right now, there is a competition for taking credit.

There is a need for a structure that does not now exist. The structures that exist now, I would say, are friendly and comfortable, but they are not business structures. There is a need for a business structure that minimizes conflict and competition and creates a true management interest. There is a need to maximize local effectiveness of whatever resources we are able to bring to bear on total forest resource management, not just timber but on all of them, if we want to achieve sustainable development and if we want to achieve integration.

Strategies of forest use, whether they are for industrial development, timber, wildlife, recreation or whatever, must be related to resource dynamics. The spacial pattern and how that spacial pattern changes over time are what influence wildlife populations, influence populations of pulp mills and influence recreational uses. Neither the federal government nor the province can exercise that kind of control on its own. Either one pronouncing on it turns out to be facile.

In your letter you did not mention research, which has been a traditional role of the federal government and which I would argue should still be there. I would also argue that there is need for a careful choice of how that effort is brought to bear. I would suggest there are some things that would best be done by the federal government. The fundamentals of growth and yield study, theoretical developments and the development of long-term experimental plots, are something that require an agency of considerable stability over a very long time period.

The old Canadian Forestry Service had exactly such a thing in place. In their budgets in the mid-1970s—I say 1975 because that happened to be a year that hit me very hard—they went out of that business and they tried to become very practical and deal with real problems that someone had. In fact, what we find now is that right across this country, from one end to the other, the most predominant problem is the absence of growth and yield work that could have been done in the 15 years in between. Things like tree physiology are incredibly expensive and no one can maintain more than one of those kinds of people.

• 1630

I have just built the lab for one in our institution. We can put an ordinary professor in place for about \$20,000

[Translation]

la ressource, et le gouvernement fédéral dispose des fonds qui, pour la plus grande part, permettraient de la développer. On dit: vous pouvez développer ma ressource si vous dépensez l'argent comme je le désire. Les représentants du gouvernement fédéral disent: vous pouvez dépenser l'argent pour vos ressources si vous le faites comme moi, je le propose. Ainsi, au lieu d'avoir une collaboration, il existe une concurrence parce qu'on veut avoir le crédit pour tout ce qui est fait.

Il faut donc établir une structure qui n'existe pas actuellement. Les structures qui sont en place, à mon avis sont fort confortables et amicales, mais elles ne sont pas vraiment des structures d'affaires. Nous avons besoin d'une structure d'affaires qui minimise le conflit et la concurrence et qui crée un vrai intérêt pour la gestion. Il faut maximiser l'efficacité, à l'échelle locale, des ressources que nous pouvons utiliser pour la gestion de l'ensemble des ressources forestières, pas simplement le bois sur pied, mais toutes les ressources, si nous voulons arriver à leur développement durable et si nous voulons parvenir à une gestion intégrée.

Une stratégie d'utilisation des forêts, qu'il s'agisse du développement industriel, de l'exploitation du bois sur pied, de la vie faunique ou de l'utilisation à des fins récréatives, doit tenir compte de l'interaction des ressources. L'organisation de l'espace et la façon dont elle change au fil des ans a un impact sur la faune, les usines de pâte à papier et l'utilisation récréative de cet espace. Le gouvernement fédéral et les provinces ne peuvent exercer ce type de contrôle de façon indépendante. C'est impossible.

Dans votre lettre, vous n'avez pas fait mention de la recherche qui a été un rôle traditionnel du gouvernement fédéral et qui, à mon avis, devrait le demeurer. De plus, je suis d'avis qu'il faut choisir avec beaucoup d'attention les efforts qui seront déployés. Certaines choses seraient mieux effectuées par le gouvernement fédéral. Ainsi, l'étude de la croissance et de la production, les développements théoriques et le développement à long terme de parcelles d'essai sont autant de choses fondamentales qui devraient relever d'un organisme fort stable pendant une très longue période.

L'ancien Service canadien des forêts avait mis sur pied un système de ce genre. Dans son budget du milieu des années 70—je crois que c'était en 1975 parce que cette année a été fort pénible pour moi—le service a abandonné ce secteur et a essayé de devenir très pratique et de s'attaquer aux problèmes concrets. En fait actuellement dans tout le pays, le principal problème est l'absence, en matière de croissance et de production, du travail qui aurait dû être fait au cours des 15 dernières années. Des études comme la physiologie des arbres sont très coûteuses, et on ne peut se permettre d'affecter plus d'une personne à ce secteur.

Je viens de construire un laboratoire dans l'un de nos établissements. Nous pouvons y affecter un professeur